

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie IV – Géodynamique continentale de l'Amérique et de l'Asie

Thème 19 : L'Amérique latine et ses enjeux : développement et émancipation

1. *Civilisation : l'héritage ibérique*
2. *Quatre lieux emblématiques de l'insertion de l'Amérique latine dans les mondialisations successives*
3. *Niveaux de développement et évolutions*
4. *L'enracinement de la démocratie*
5. *Les associations économiques latino-américaines*
6. *Les économies latino-américaines et le reste du monde : quelques aspects*
7. *Quelques destins latino-américains*
8. *Une ou des Amériques latines face aux États-Unis ?*

1. Civilisation : l'héritage ibérique

Plus de trois siècles de présence espagnole et portugaise ont forgé une civilisation.

- Les langues des métropoles ont restreint l'usage des langues amérindiennes à des communautés minoritaires à l'échelle continentale ; l'influence du catholicisme et des Églises catholiques dans les sociétés est longtemps restée prédominante.
- Le peuplement est très métissé : il mêle selon des combinaisons qui varient en fonction des lieux les populations indiennes autochtones aux descendants des colons et des esclaves africains que ceux-ci ont fait venir dans le cadre de l'économie de plantation caractéristique des Caraïbes et au Nord du Brésil ainsi qu'à ceux des immigrants allemands ou italiens qui s'installent en nombre dans le cône Sud dans les décennies 1880-1920.
- Les structures socio-économiques traduisent aujourd'hui encore les effets d'une colonisation qui cantonnait ses possessions d'Amérique à la seule production de minerais et de produits agricoles et s'accompagnait de structures agraires très inégalitaires, réservant les grands domaines à une étroite oligarchie. L'instabilité politique qui a longtemps fait de l'Amérique latine la terre des *caudillos* et de *pronunciamentos* en résulte largement.

2. Quatre lieux emblématiques de l'insertion de l'Amérique latine dans les mondialisations successives

a. Tordesillas (Espagne)

En 1494, par le traité de Tordesillas, l'Espagne et du Portugal délimitent les futures possessions dans le Nouveau Monde. Non encore découvert par Cabral (1500), le Brésil est déjà virtuellement portugais et lusophone. Sur le terrain, la latinisation de l'Amérique du Sud est traumatique pour les Amérindiens, victimes d'un *collapsus* démographique et d'un choc déséquilibré des civilisations (voir thème 12). Le drainage vers l'Europe des richesses minières (or, puis argent) et des produits tropicaux (sucre, puis café) s'opère dans le cadre du commerce triangulaire ; il entraîne une littoralisation du peuplement que renforce, à la fin du XIX^e siècle, l'immigration européenne (Argentine, Uruguay).

b. Manaus (Amazonie)

Les indépendances s'échelonnent de 1810 et 1828, au profit des oligarchies en place. Économiquement, les acteurs européens de la révolution industrielle – Royaume-Uni, France, Allemagne à la fin du siècle – prennent le relais des Ibériques et financent les infrastructures ferroviaires et portuaires nécessaires aux exportations. À la fin du XIX^e siècle, le boom du caoutchouc, inséparable des croissances jumelles de l'automobile et du pneumatique, fonde la prospérité de Manaus. Dans la capitale de l'Amazonie, le luxe des magnats du caoutchouc tranche sur la pauvreté et la dépendance des *seringueiros* (voir *Fitzcaraldo*, film réalisé en 1982 par W. Herzog).

c. Chuquibambilla (Chili du Nord)

Le désert hyperaride d'Atacama, chilien depuis la guerre du Pacifique (1879-1884), sert de décor à cette gigantesque mine à ciel ouvert (huit mille kilomètres carrés). L'extraction du cuivre (13 % des réserves de la planète !), initialement (1915) prise en charge par l'Américaine Guggenheim Bros, relève depuis 1971 de la compagnie nationale Codelco. Le cuivre a supplanté le guano et le salpêtre, dont les usines (Humerstone, Santa Laura) figurent depuis 2005 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Dans une conjoncture de hausse des cours, le Chili rentabilise sa place de premier exportateur mondial.

d. Pampa (« plaine » en quechua)

Essentiellement argentine, elle est vouée à l'élevage et à la céréaliculture. À la fin du XIX^e siècle, sa viande bovine est exportée à grande échelle vers l'Europe.

3. Niveaux de développement et évolutions

Tableau 19.1 – La disparité des niveaux de développement en Amérique latine

Pays	RNB/h (dollars PPA)	RNB (milliards de dollars)
Argentine	13 920	173
Trinité-et-Tobago	13 170	13
Chili	11 470	96
Mexique	10 030	753
Uruguay	9 810	15
Costa Rica	9 680	20
Brésil	8 230	662
Colombie	7 420	104
Panama	7 310	15
République dominicaine	7 150	22
Venezuela	6 440	128
Pérou	5 830	74
Salvador	5 120	17
Paraguay	4 970	6
Guatemala	4 410	30
Jamaïque	4 110	9
Équateur	4 070	35
Nicaragua	3 650	5
Bolivie	2 740	9
Honduras	2 900	8
Haïti (PMA)	1 840	4

Sources : RAMSES 2008, Banque mondiale.

Tableau 19.2 – Évolution de l'IDH dans huit pays latino-américains, 1999-2005

	IDH 1999	IDH 2005
Argentine	0,842	0,869
Bolivie	0,648	0,695
Brésil	0,750	0,800
Chili	0,825	0,867
Costa Rica	0,821	0,846
Haïti	0,467	0,529
Mexique	0,790	0,829
Venezuela	0,765	0,792

Pour comparer :

Roumanie	0,772	0,813
Indonésie	0,677	0,728
Nigeria	0,455	0,470

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2001 et 2007.

4. L'enracinement de la démocratie

a. Démocratie et populisme

Depuis l'effacement des dictatures, l'Amérique latine cultive les valeurs et les procédures démocratiques. Les nouvelles constitutions sont très progressistes. Elles prévoient des procédures de « démocratie participative » (le concept est d'origine latino-américaine et mis en œuvre au Brésil, à Porto Alegre par exemple) ou reconnaissent aux communautés indiennes leurs droits coutumiers : bilinguisme à l'école, statuts fonciers communautaires. Les femmes accèdent au pouvoir, à l'image des présidentes argentine et chilienne, M. Bachelet et C. Kirchner.

L'héritage populiste, mis au service d'une logique libérale dans les années 1990 (A. Fujimori au Pérou, C. Menem en Argentine) a renoué avec ses préoccupations sociales originelles.

b. La mémoire vive des dictatures

Les sociétés latino-américaines ont en commun le traumatisme psychologique des années noires. La répression anticommuniste a elle-même été largement coordonnée, notamment à travers l'opération Condor, vaste plan d'assassinat des opposants en exil dans les années 1970. En Argentine, cette mémoire doloriste est portée par le mouvement des mères de la place de Mai.

L'avènement de la démocratie portait en germe des affrontements mémoriels. À l'instar de l'Afrique du Sud, plusieurs États ont créé des commissions « vérité et réconciliation » (Argentine, Chili, Pérou) destinées à surmonter les rancœurs réciproques. Les chefs militaires échappent toutefois aux condamnations, en règle générale, tels les généraux Videla (Argentine) et Pinochet.

c. Des sociétés violentes ?

Tableau 19.3 – Les Amériques et la France, criminalités comparées (1999)

État	Infraction contre la propriété (% pop.)	Agression sexuelle	Corruption
États-Unis	10	0,4	0,2
France	8,7	0,7	1,3
Bogota (Colombie)	27	4,8	19,5
Buenos Aires (Argentine)	30,8	6,4	30,2
La Paz (Bolivie)	18,1	1,5	24,4
Rio (Brésil)	14,7	7,5	17,1

5. Les associations économiques latino-américaines

a. La floraison des années 1960

Tableau d'ensemble 19.4 – Principales organisations latino-américaines

Année	Organisation	Membres	Évolution
1960	ALALC (Accord latino-américain de libre-commerce)	États d'Amérique du Sud	a) Se transforme en Association latino-américaine d'intégration (ALADI) en 1980
		Mexique	b) Accord cadre peu contraignant permettant de coordonner les projets d'intégration
			c) Adhésion de Cuba en 1999
1960	MCCA (Marché commun centre-américain)	Costa Rica	d) Forte croissance initiale
		Salvador	e) Projets compromis par les guerres civiles à partir des années 1970
		Honduras	f) Réactivation dans le cadre du système d'intégration centre-américaine (1993)
		Guatemala	
		Nicaragua	g) Accords de libre-échange avec le Mexique (2000) et les États-Unis
1969	Pacte Andin	Bolivie	h) Suite à la création du MERCOSUR, se transforme en Communauté andine des nations (1996)
		Colombie	
		Équateur	i) Fortes disparités internes
		Venezuela	
		Pérou	
1972	CARICOM (Caribbean Community)	Anciennes colonies britanniques (Antilles, Guyana)	j) 2006 : union douanière partielle
		Haïti	k) Adhésion des membres à l'Association des États de la Caraïbe, née en 1994
		Surinam	

b. Le MERCOSUR : vers des « États-Unis d'Amérique du Sud » (A. Fujimori) ?

Réuni en juin à Asunción (Paraguay), le sommet 2007 de l'organisation a mis au jour les limites de l'intégration.

- Le Venezuela ne semble avoir intégré le MERCOSUR en 2006 que pour en modifier la nature. L'absence de H. Chavez, en déplacement en Russie et en Iran, conjonction des anti-américanismes oblige, comme son militantisme pour l'ALBA, vont dans le sens d'une critique de l'organisation. La dénonciation d'« une intégration des élites et des multinationales mais pas des peuples » se double d'un appel provocateur à un « nouveau MERCOSUR ». Cette stratégie du cheval de Troie n'est pas sans risque. Les négociations rendues nécessaires par l'adhésion ne progressent pas. Plus grave, le Parlement brésilien a reporté la ratification de l'adhésion du Venezuela, après avoir été traité de « perroquet de Washington ». À l'origine de ces tensions : une motion des sénateurs brésiliens contre la fermeture par le gouvernement Chavez de « Radio Caracas Television », jugée trop critique par le champion du « socialisme bolivarien ». Le Venezuela envisage, verbalement du moins, de se retirer de l'organisation, tout en lançant à l'Argentine une bouée de sauvetage financière : achat d'obligations pour 2,5 milliards de dollars en 2006 et 2007.
- L'organisation souffre aussi de façon structurelle de deux coexistences difficiles : d'une part entre pays émergents et pays pauvres, d'autre part entre membre à part entière et membres associés, désormais plus nombreux. Plus généralement, la force des nationalismes ne favorise pas l'intégration. Le MERCOSUR est loin de ressembler à l'Union européenne, sa référence implicite.
- Enfin, pour avoir fait le choix d'un fonctionnement intergouvernemental, le MERCOSUR souffre de la faiblesse de ses institutions permanentes. Le budget de son secrétariat est de cinq cent mille dollars, à comparer aux sept millions de celui de la Communauté andine des nations.

6. Les économies latino-américaines et le reste du monde : quelques aspects

a. La libéralisation des économies latino-américaines : des bilans contrastés

- « Miracle chilien »

Le Chili de Pinochet (1973-1989) fait office de pionnier. La rupture avec l'expérience socialiste d'Allende s'opère à l'initiative des *Chicago boys*, jeunes économistes formés par M. Friedman, professeur d'économie à l'université de Chicago, à la théorie monétariste*. Le pays renoue avec une croissance stable, mais au prix d'un creusement des inégalités sociales sous le joug d'une dictature qui contraint des milliers d'habitants à l'exil.

- Plan Brady (1989)

Le plan du secrétaire au Trésor de G. Bush organise la conversion d'une partie des créances étrangères en actions ou en obligations d'État. Cette première étape du désendettement s'inscrit dans une dynamique de libéralisation économique (privatisations, ouverture commerciale, réforme des systèmes bancaires...) et politique : effacement des dictatures anticomunistes que Washington cesse de soutenir dès lors qu'il y a retour à la détente avec Moscou.

- L'exemple brésilien

L'hyperinflation (6 000 % en 1993 !) est maîtrisée à partir de 1994 grâce à l'adoption du *Plano Real*, fondé sur la dollarisation*. Au cours des années 1990, près de cent trente entreprises sont privatisées. Bien qu'épargnée, PETROBRAS (*PETROleo BRASileiro*), fleuron de l'économie nationale, doit ouvrir son capital et renoncer à son monopole.

b. Les zones franches en Amérique latine

- Au Mexique : zones franches et *maquiladoras*

Dès 1965, la législation mexicaine prévoit des avantages fiscaux et commerciaux pour les usines d'assemblage étrangères s'implantant au sud du Rio Grande. Initialement, les *maquiladoras* s'inscrivent dans une politique d'aménagement du territoire visant à dynamiser la partie nord du pays, particulièrement déshéritée. Mais c'est surtout après 1982, dans le cadre de leur tournant libéral, que les gouvernants mexicains décident d'amplifier le dispositif : le but devient alors d'accueillir les IDE, de faire du Mexique un pays-atelier tirant parti de sa proximité avec le grand voisin du nord et de l'écart salarial entre les deux pays. Le dynamisme des *maquiladoras* est réel (la production croît de 20 % par an dans les années 1990), mais freiné à partir de 2001 sous le choc de la concurrence chinoise. Parallèlement, leur spécificité s'estompe avec la suppression de toute assise géographique (1998).

Le modèle a toutefois essaimé. Les zones franches se sont multipliées dans le bassin des Caraïbes, entraînant des industrialisations tardives mais spectaculaires : la part de l'industrie est devenue prépondérante dans les exportations du Costa Rica, du Salvador, du Honduras, de la République dominicaine...

c. L'Amérique latine, exportatrice d'hydrocarbures

- Deux membres de l'OPEP

Le Venezuela, à l'origine avec l'Iran de l'OPEP en 1960, extrait plus de la moitié du pétrole du continent. Précoce (1875), concentrée au nord-ouest, l'extraction couvre 85 % des recettes d'exportation et le tiers du PIB national. L'Équateur, fort d'importantes réserves, a réintégré l'OPEP en 2007.

- Le Brésil

De très prometteurs gisements *off-shore* viennent d'être découverts en 2007, qui devraient doubler les réserves du Brésil. En attendant, la production d'éthanol est en plein essor. Son utilisation comme biocarburant repose sur la multiplication des voitures flexfuel. Toutefois, l'extension de la culture de la canne à sucre, qui est ici à la base de la production d'éthanol, est lourde d'effets pervers : le prix de la terre s'envole ; des régions entières, devenues monoproductrices, ont renoncé à l'agriculture vivrière.

- Le Mexique

Le pétrole est exploité depuis 1938 par la PEMEX (*PEtroleos MEXIcanos*). Cinquième producteur mondial, le Mexique est aussi le troisième fournisseur des États-Unis.

- La Bolivie

Pauvre (IDH : 0,695 en 2007), elle possède les deuxièmes réserves continentales de gaz naturel, derrière le Venezuela. L'extraction a été nationalisée en 2006 par le président Morales. La Bolivie souffre toutefois de son enclavement.

d. Le tourisme en Amérique latine : étude de cas

- Cancun

Ouverte en 1976, cette station balnéaire du Yucatan (État du Quintana Roo) a surgi *ex nihilo* à l'initiative de l'État mexicain. La construction reflète le principe fonctionnaliste de séparation entre espace touristique et espace résidentiel. En 1994, Cancun supplante définitivement Acapulco, sur le Pacifique. Le cocktail *sea-sun-sand-sex* fait recette. Bien que initialement conçue comme une enclave autonome, la station est devenue le cœur d'un littoral touristique s'étirant sur deux cents kilomètres (corridor Cancun-Tulum) et le premier débouché de l'économie régionale. La vitrine du Mexique tiers-mondiste de 1981 (conférence Nord-Sud) a accueilli le sommet 2003 de l'Organisation mondiale du commerce...

- San Pedro de Atacama

Ancien site inca, ce village des Andes chiliennes est depuis longtemps connu des archéologues. Au cours des années 1990, sa conversion au tourisme s'opère d'abord de manière informelle, sans qu'il y ait rupture avec l'économie locale. Le tournant est pris en 1997, avec l'inauguration de l'hôtel Explora (cinq étoiles, mille cinq cents à deux mille euros les quatre jours), premier de son espèce. L'hôtel obtient de l'État chilien la concession quasi gratuite de thermes naturels, dont il monopolise l'accès et l'usage. C'est le début d'une privatisation des sites et du village lui-même. La sociologie de la clientèle est modifiée, les fonctions traditionnelles évincées du centre. Détail symptomatique : les « stands artisanaux » de San Pedro exposent des produits boliviens manufacturés.

e. Crises monétaires en Amérique latine

- La crise du peso mexicain (1995)

En pleine révolution libérale, l'ancrage du peso au dollar provoque un afflux de liquidités et un boom du crédit bancaire, alors que les tensions inflationnistes aggravent le déficit de la balance des paiements. En décembre 1994, la dévaluation du peso est le catalyseur d'un krach boursier. Le PIB chute de plus de 6 % en 1995 ; la crise se répercute dans l'ensemble du cône sud (« effet tequila »).

- La crise argentine (1999-2002)

La dollarisation a plongé le pays dans une frénésie boursière et une spirale d'endettement. La dévaluation du real brésilien en 1999 la rend intenable ; il devient clair que le peso argentin est surévalué. Les capitaux étrangers refluent brutalement ; s'ensuit une crise multiforme prolongée et sévère. En 2002, année de renonciation à la parité peso-dollar, le PIB chute de 11 %.

7. Quelques destins latino-américains

Salvador Allende (1908-1973) / Augusto Pinochet (1915-2006)

Franc-maçon, cofondateur du parti socialiste chilien en 1933, Salvador Allende organise après-guerre l'unité de la gauche. Cette stratégie lui permet d'accéder au pouvoir en 1970, sur un programme de troisième voie (nationalisations des mines, réforme agraire). De la même génération mais d'origine plus modeste, Augusto Pinochet intègre l'armée en 1937. En 1973, il répond à l'appel de l'opposition et des milieux d'affaires pour renverser Allende, lequel meurt dans l'assaut du palais de la Moneda. Le Chili de Pinochet (1973-1988) mêle libéralisme économique et autoritarisme politique. Le général meurt en 2006, sans avoir été jugé pour ses crimes.

Michelle Bachelet (née en 1951)

De lointaine ascendance française, elle est la fille d'un général, ministre d'Allende en 1973. Médecin, de culture cosmopolite, elle s'engage en politique avec le retour de la démocratie. Ministre de la Santé en 2000, de la Défense en 2004, candidate de la gauche à la présidentielle dès 2005, elle est largement élue, au suffrage universel, le 15 janvier 2006. Elle est la quatrième Latino-Américaine à occuper un tel poste, la première pour un pays émergent.

Simon Bolivar (1783-1930)

Issu d'une famille de riches planteurs créoles de Caracas, il subit l'influence de la Révolution française. Premier acteur des guerres d'indépendance (*El Libertador*), il défend l'unité nationale contre le fédéralisme (discours d'Angostura, 1818), mais échoue à rassembler les anciennes colonies en un seul État (congrès de Panama, 1826). Il meurt à l'âge de quarante-sept ans, pensant (à tort) avoir « labouré la mer et semé le vent ». Le mythe Bolivar a inspiré le populisme. Il demeure présent à travers le discours de Chavez.

Fidel Castro (né en 1926)

Élève des jésuites, il organise, dans la Sierra Maestra, la guérilla qui renverse le dictateur cubain Batista en 1959. Il fait de Cuba le David latino-américain défiant le Goliath étasunien. Dans les années 1960, il incarne un tiers-mondisme d'inclination pro-soviétique. L'Organisation latino-américaine de solidarité (1967) promeut une stratégie révolutionnaire à l'échelle du continent, dont Che Guevara est successivement le héros et le martyr. Le charisme de Castro se fonde sur une résistance presque cinquantenaire à l'hégémonie, et occulte, aux yeux de ses admirateurs, la dérive répressive de son régime. Diminué par la maladie, il cède, semble-t-il, l'essentiel du pouvoir à son frère Raul en 2008.

Alberto Fujimori (né en 1938)

Né au Pérou de parents japonais, devenu universitaire, il est élu président en 1990 et réélu en 1995. Malgré un programme de gauche, c'est l'homme des privatisations et de l'ouverture libérale, mais aussi de la lutte contre les guérillas, occasion de multiples bavures. Au lendemain d'une réélection illégale (2000), il est convaincu de corruption et destitué. Accueilli au Japon du fait de sa double nationalité, il a été extradé en 2007.

Cristina Kirchner (née en 1953)

Avocate de formation et de profession, elle épouse en 1975 N. Kirchner, élu président de la République en 2003. Le couple Kirchner milite au sein du parti justicialiste, fondé par J. Péron. Cristina est élue au Parlement fédéral en 1995. Le 28 octobre 2007, elle succède à son mari par son élection au suffrage universel.

Rigoberta Menchu (née en 1959)

Militante des droits des Indiens au Guatemala – elle appartient à une ethnie maya –, elle s'est rendue célèbre par un témoignage sur sa vie, paru en 1992. La même année, elle obtient le prix Nobel de la paix en « reconnaissance de son travail pour la justice sociale et la réconciliation ethno-culturelle basées sur le respect des droits des peuples autochtones ».

Lula da Silva (né en 1945)

Issu d'une famille pauvre du Nordeste, il est longtemps ouvrier. Après s'être fait connaître comme meneur de la grève des métallurgistes en 1979, il fonde le Parti des travailleurs (1980), dont l'essor est permis par le rétablissement du multipartisme en 1985. Après trois échecs, il est élu président du Brésil en 2002 et réélu en 2006. En dépit d'un discours altermondialiste, il n'a pas rompu avec les politiques prônées par le FMI. Il doit pourtant sa réélection au vote des plus pauvres, séduits par sa politique sociale (« bourse famille », destinée à encourager la scolarisation des enfants).

8. Une ou des Amériques latines face aux États-Unis ?

Tableau 19.5 – Les Amériques latines et les États-Unis, comparaisons démographiques et échanges commerciaux

État	Population (en millions d'habitants)	Espérance de vie (années à la naissance)	Urbanisation (en % de la population totale)	Poids des États-Unis dans les échanges extérieurs (%)	
				importations	exportations
États-Unis	301	78	81	–	–
Brésil	189	71	84	22	26
Mexique	108	75	76	63	89
Colombie	46	73	73	33	45
Argentine	39	75	90	20	11
Pérou	28	71	73	27	26
Venezuela	27	74	93	32	45
Chili	16	78	88	15	19
Équateur	75	75	63	27	40
Guatemala	13	68	47	34	59
Cuba	11	77	76	–	–
Bolivie	9	65	64	14	14
Haïti	9	53	39	–	–
Honduras	7	69	46	54	69
Salvador	7	71	60	–	–
Paraguay	6	71	58	22	3
Nicaragua	6	70	59	24	59
Costa Rica	4	79	62	35	29

a. Attitudes

Un front hostile

L'Amérique latine, intellectuels en tête, a historiquement cultivé l'hostilité au grand voisin du Nord : défiance à l'encontre de ses volontés hégémoniques réelles ou supposées, de ses interventions répétées en faveur des oligarchies dominantes ; manière de cultiver une identité face à l'Amérique anglo-saxonne en exaltant, paradoxalement, une « latinité » qui est un legs colonial. Posture commode aussi pour les populistes de tout poil que de reporter sur « l'impérialisme », voire le « diable G. W. Bush » (H. Chavez) la responsabilité de tous les maux dont souffrent leurs peuples pour mieux s'exonérer de la leur...

▪ Cuba

Archétype de la république bananière, l'île est réputée, à la veille du renversement de Batista par les *barbudos* de la Sierra Maestra (1959), pour ses bordels, ses cocktails, ses plantations et sa pauvreté. Sous l'autorité de F. Castro, elle devient le fer de lance de l'anti-impérialisme, fière de son économie socialiste arrimée à l'URSS et de son soutien, jusqu'en Angola, aux causes révolutionnaires. Économiquement exsangue en dépit du tourisme et d'un IDH régionalement enviable, Cuba subit depuis 1963 l'embargo des États-Unis et a perdu en 1991 l'appui d'une URSS qui lui achetait son sucre à prix avantageux. Ses plantations et les nombreuses entreprises contrôlées par l'armée sont mal gérées et peu productives ; logements et moyens de transport modernes font défaut ; l'île perd depuis des milliers d'actifs partis vers la Floride...

▪ Le Venezuela et ses émules

H. Chavez a relayé avantageusement Castro dans le rôle de leader (ou plutôt *caudillo*) de l'anti-américanisme latino-américain. Les diatribes du président vénézuélien, qui se veut « fléau de l'oligarchie et héros des pauvres », tirent moins leur force de la violence des mots que de l'importance croissante de la rente pétrolière et d'un soutien populaire renouvelé en 2006. Partant, le Venezuela rompt ouvertement avec les politiques et les institutions du « consensus de Washington » : retrait du FMI en avril 2007, prise de contrôle des activités pétrolières en juin (*PDVSA*).

Plus inquiétant pour l'Administration Bush : le bouillant Chavez peut s'appuyer depuis 2006 sur ses homologues bolivien (nationalisations entreprises par Morales), équatorien (R. Correa) et nicaraguayen (D. Ortega, l'homme de la révolution sandiniste de 1979) pour donner corps à son projet subversif « d'Alternative bolivarienne pour les Amériques » (ALBA).

Les diatribes ne doivent toutefois pas occulter l'importance des liens économiques avec le « diable américain » : après la nationalisation du pétrole, seules deux compagnies étasuniennes ont quitté le pays, les autres s'accommodant d'une participation minoritaire. Dans l'autre sens, le Venezuela vend l'essentiel de son pétrole à des États-Unis qui sont de loin le premier partenaire commercial, absorbant la moitié de ses exportations et lui fournissant près du tiers de ce qu'il importe.

La prudence des pays émergents

Les élans fédérateurs et accusateurs de Chavez demeurent bridés par les positions plus réservées des pays émergents.

- Mexique

Le Mexique est au XIX^e siècle la première victime de la dilatation des États-Unis. Il perd les territoires qu'il avait hérités de l'Espagne au nord du rio Grande : sécession du Texas (1836), pertes territoriales suite à sa défaite de 1848. Le PRI au pouvoir à partir des années 1920 développe un nationalisme économique qui le conduit à créer la Pemex en 1938 au détriment des majors étasuniennes. Puis, après 1945, il cultive le non-alignement et le tiers-mondisme (sommet de Cancun, 1981). En 2006, Les réactions outragées au mur frontalier voulu par G. W. Bush pour dissuader les *wet backs* ont révélé la persistance d'une animosité deux fois séculaire à l'égard des *gringos*.

La dynamique d'interdépendance économique (*maquiladoras*) et de régionalisation transfrontalière (Mexamérique) consacrée par l'ALENA est toutefois irréversible. Américanisation du Mexique et hispanisation du Sud-Ouest américain sont deux processus concomitants. Président (difficilement) élu en 2006, F. Calderon entend poursuivre l'intégration, notamment par le biais de l'Alliance pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord (ASPAN, ou ALENA +).

- Chili et Colombie : les fidèles de Washington

Les deux pays ont signé des accords de libre-échange avec les États-Unis, respectivement en 2003 et 2006. L'orientation pro-américaine de la Colombie a été confirmée par la facile réélection du président Uribe. Confronté à la guérilla des FARC, Uribe entend la combattre et il est favorable à la poursuite du « plan Colombie » d'éradication des plants de coca, en collaboration avec Washington.

- Les ambiguïtés brésiliennes

Le pays leader du MERCOSUR anime, au sein du G 20, la fronde contre les subventions fédérales aux *farmers*, à l'origine du blocage des négociations du cycle de Doha. Longtemps héraut de l'altermondialisme, Lula s'est cependant gardé de faire écho aux provocations de Chavez : la crise pétrolière conduit Washington à s'intéresser à l'éthanol brésilien, le Brésil rêve d'un destin mondial qui passe par l'aval de l'Amérique, les milieux d'affaires brésiliens et les dirigeants entendent bien tirer parti des opportunités d'une mondialisation dans laquelle leur pays a des cartes à jouer (devenir la « ferme du monde », en particulier). Les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Brésil en tant qu'État (près de 20 % de ses échanges), mais l'Union européenne et les partenaires du MERCOSUR équilibrent le rôle de Washington : Brasilia n'a pas besoin de hausser le ton pour masquer une dépendance bien moindre en vérité que celle de Caracas.

b. Les États-Unis face à l'Amérique latine

Les étapes de l'hégémonie

- La doctrine Monroe contre les ingérences européennes

Le texte fondateur de la politique sud-américaine des États-Unis remonte à 1823, au lendemain de la courte guerre anglo-américaine (1812-1814) et des indépendances en Amérique du Centre et du Sud. Au-delà du congrès auquel il envoie un message, le président Monroe s'adresse aux chancelleries européennes, invitées à s'abstenir de toute ingérence politique – *a fortiori* armée – dans les affaires du continent. Mais l'éviction effective de l'Europe d'Amérique latine est en vérité plus tardive.

Retenons trois dates :

- 1895 : un différend frontalier entre le Guyana britannique et le Venezuela conduit le secrétaire d'État Olney à rédiger une note brutale et révélatrice : « Les États-Unis sont pratiquement souverains sur ce continent et leur volonté est la loi pour les sujets auxquels ils étendent leur intervention. »

1898 : la répression par l'Espagne d'une révolte dans sa colonie de Cuba pousse les États-Unis à déclarer la guerre à l'Espagne. Leur suprématie navale (« *sea power* » théorisé par l'amiral Mahan) face à une Espagne qui n'a cessé de décliner depuis le XVIII^e siècle explique leur facile victoire, suivie d'un protectorat établi sur l'île. Elle devient un fournisseur de sucre de canne et de tabac et un « paradis exotique » à deux cents kilomètres des côtes de Floride (plages, casinos...).

1903 : afin de mener à terme le percement de l'isthme de Panama, Washington suscite la sécession de la République panaméenne aux dépens d'une Colombie indocile, puis se fait accorder par le nouvel État les droits de souveraineté sur une bande de terre des deux côtés du canal (le canal et sa zone ne reviennent à Panama qu'en 2000). Le canal interocéanique est finalement inauguré le 7 juin 1914, trente-quatre ans après l'ouverture du chantier par le Français F. de Lesseps qui avait dû en interrompre les travaux pour cause de banqueroute : en reliant ainsi leurs deux façades maritimes, les États-Unis confortent leur contrôle de « l'océan mondial » quand les Européens s'apprêtent à mutuellement se détruire...

Le panaméricanisme instrumentalisé

Big Stick and Dollar Diplomacy

La base militaire permanente implantée dans la « zone du canal » devient le tremplin des interventions militaires yankees en Amérique latine. L'Amérique centrale, proche, tropicale et politiquement fragmentée, est la première concernée. Coca-Cola contrôle la production et le raffinage du sucre à Cuba, la United Fruit d'immenses plantations de bananes dans l'isthme (Costa Rica, Honduras, Guatemala), en lien avec les oligarchies locales.

Les multinationales américaines savent pouvoir compter, si nécessaire, sur l'appui du gouvernement fédéral. Le *big stick* prôné par le président T. Roosevelt (« parler bas mais avec un gros bâton » pour « convaincre » les récalcitrants, selon un dicton africain, semble-t-il) vient épauler la « diplomatie du dollar » ; ses manifestations scandent le XX^e siècle : interventions armées directes, subversion contre des gouvernements jugés hostiles, formation des appareils répressifs dans les pays jugés « amis »...